

JAPON : LA FIN DES TURBULENCES ?

Depuis 1990, le Japon traverse une zone de tempêtes économiques et politiques. Dans un premier temps, l'éclatement de la bulle spéculative, puis la récession et les scandales qui s'ensuivent, paralysent peu à peu le gouvernement du Parti libéral-démocrate (PLD). Celui-ci finit par se scinder en juin 1993 : trente-six députés

fondent le Parti du Renouveau (PR) et dix autres l'Avant-garde, ou Parti pionnier (PP). Avec le Nouveau Parti du Japon (NPJ), créé en 1992 par Morihiro Hosokawa, ils forment une nébuleuse « néo-conservatrice » aux contours très flous : le PR est nationaliste et ultralibéral, le PP centre-gauche, le NPJ très hétérogène...

175

Tableau 1. Les élections législatives du 28 juillet 1993

Partis	Voix	%	Sièges
Parti libéral-démocrate (PLD)	22 999 640	39,5	223 (+ 1)
Parti socialiste (PSDJ)	9 687 584	15,4	72 (- 64)
Parti du Renouveau (PR)	6 341 364	10,1	55 (+ 19)
Kômeitô	5 114 350	8,3	52 (+ 7)
Nouveau Parti du Japon (NPJ)	5 053 980	8	35 (+ 35)
Parti communiste (PCJ)	4 834 585	7,7	15 (- 1)
Parti démocrate-social (PDS)	2 205 682	3,9	19 (+ 5)
Parti pionnier (PP)	1 658 097	2,6	13 (+ 3)
Mini-partis...	604 654	1,7	7 (+ 3)
Indépendants*	4 304 184	2,8	20 (- 1)
Total	62 804 120	100,0	511

Abstentions, blancs, nuls : 32,7 % (31 673 696)

* 13 indépendants rejoignent un des partis néoconservateurs, 4 le PDS, 4 le PSDJ, 1 le Kômeitô.

Le PLD reste de loin le premier parti à l'issue des élections anticipées de juillet 1993 (*tableau 1*). Il est pourtant écarté du pouvoir par une coalition des néoconservateurs, des centristes et du Parti socialiste (PSDJ). Mais le cabinet Hosokawa, miné par les conflits entre le PR et le PSDJ, tombe en avril 1994. Un cabinet minoritaire formé autour du PR ne dure pas deux mois (gouvernement Hata). Le PLD revient au pouvoir dès juin 1994 en s'alliant au PP et aux socialistes. Pour prix de son soutien, le PSDJ reçoit le poste de Premier ministre pour son président, Kiichi Murayama¹.

176

Les observateurs ne prédisent pas longue vie à cet attelage des deux grands partis qui se sont farouchement opposés depuis la création du PLD en 1955. C'est oublier les connivences multiples que les élus des deux camps ont tissées en quarante ans de vie commune à la Diète. C'est oublier aussi qu'ils représentent, chacun à sa façon, le Japon « néocorporatiste » protégé et subventionné – celui des coopératives agricoles, des syndicats de fonctionnaires et de salariés à vie, du petit commerce... Le gouvernement Murayama survit dix-sept mois.

En janvier 1996, le vieux leader socialiste passe la main à Ryutaro Hashimoto, qui a conquis la présidence du PLD cinq mois plus tôt. Celui-ci maintient la coalition, mais ne fait pas mystère de vouloir reconquérir la majorité absolue pour son parti à la faveur d'élections anticipées. Il les provoque en octobre. Le PLD n'enlève que 239 sièges sur 500

(+ 28), mais Hashimoto peut former un cabinet PLD homogène, soutenu de l'extérieur par les dix-sept survivants des socialistes et du PP. Au même moment, le pays semble sortir de la récession. La croissance est de 3,6 % en 1996. L'excédent commercial repart à la hausse, favorisé par une forte baisse du yen. Avec le retour du PLD à l'exercice presque solitaire du pouvoir et celui de la prospérité économique, le Japon aurait-il refermé la parenthèse ?

Cette conclusion serait sommaire. L'archipel est aujourd'hui engagé dans un processus de transformation structurelle. Comme ailleurs, la mondialisation de l'économie et l'offensive de l'ultralibéralisme remettent en cause le modèle économique et l'ensemble du compromis social sur lesquels sa croissance et sa stabilité reposaient depuis les années 1960. Cette transformation en profondeur se répercute sur le plan politique, où le paysage s'est complètement modifié derrière les apparences du retour au *statu quo*.

LA RECOMPOSITION POLITIQUE (SUITE...)

Changement des règles du jeu : la réforme électorale (janvier 1994).

La principale réalisation du gouvernement Hosokawa a été une réforme radicale du mode de scrutin en place depuis 1947². Les 147 circonscriptions à sièges multiples ont été remplacées par 300 circonscriptions locales à un seul siège (un seul tour) et 200 sièges pourvus au scrutin proportionnel de listes dans le cadre

1. Sur ces épisodes, voir Jean-Marie Bouissou, « Décomposition et recombinaison politique au Japon. Entre "rien n'a changé" et "tout est possible" », *Pouvoirs*, n° 71, 1994, *Le Nouveau Japon*, p. 25-42.

2. *Ibid.*, p. 31-32.

de onze régions. L'électeur dispose de deux bulletins et peut, par exemple, choisir le candidat local du PLD et la liste communiste à la proportionnelle. Les partis peuvent présenter leurs candidats à la fois dans une circonscription locale et sur leur liste proportionnelle régionale (« doubles candidatures »).

Le PLD était depuis longtemps favorable aux circonscriptions à siège unique, où ses machines clientélistes étaient considérées comme presque invincibles. L'opposition préférait le système existant, qui lui assurait une représentation assez équitable, ou la proportionnelle intégrale. Le projet initial d'Hosokawa constituait un compromis parfait : 250 sièges à la proportionnelle et 250 sièges locaux. Mais une minorité du PSDJ le fit échouer, dans l'espoir d'enterrer la réforme. Le seul résultat fut qu'Hosokawa s'entendit avec le PLD pour faire voter une version plus conforme aux vœux de l'ex-parti gouvernemental...

À l'été de 1994, la Diète ne compte pas moins de huit partis et neuf petites formations. Compte tenu des contraintes du nouveau mode de scrutin, les analystes prédisent une réorganisation rapide de l'échiquier politique en trois blocs : le PLD, le centre-droit autour du PR, et le centre-gauche.

Regroupement au centre-droit : le Nouveau Parti du Progrès (décembre 1994)

Dès décembre 1994, Ichirô Ozawa, le fondateur du PR, réussit à le fusionner avec la majorité du NPJ et les deux partis centristes – les bouddhistes du Kômeitô et les démocrates-sociaux du Minshatô. Il espérait provoquer une nouvelle fracture du PLD, mais il

n'attire qu'une dizaine de ses députés, dont l'ancien Premier ministre Toshiki Kaifu. La nouvelle formation est baptisée Shinshintô (Nouveau Parti du Progrès : NPP). Avec 176 députés, c'est le second parti de la Chambre.

Le NPP est avant tout une machine électorale. Il doit permettre aux députés qui s'y regroupent, dont beaucoup sont élus dans les mêmes grandes villes, de négocier le partage des circonscriptions redécoupées. Ozawa, qui le préside et contrôle ses finances, s'emploie à ces arbitrages pendant toute l'année 1995. Il réussit à le ranger en ordre de bataille, mais non sans pertes : 10 % de ses élus désertent pendant le processus, la plupart vers le PLD.

Au plan idéologique, les divergences sont profondes entre le néonationalisme affiché d'Ozawa et le tropisme pacifiste de Hosokawa ou des bouddhistes. Son libéralisme « thatcherien » se concilie mal avec le poujadisme de l'électorat PME du Kômeitô et l'ancrage syndical des démocrates-sociaux... De plus, la personnalité très affirmée d'Ozawa et son style brutal, inhabituels dans le milieu politique japonais, fragilisent un parti qui souffre aussi d'un « trop-plein d'ambitions », avec trois anciens Premiers ministres dans ses rangs (Hata, Hosokawa et Kaifu).

Du moins Ozawa réussit-il à constituer le pôle de centre-droit assez tôt pour préparer soigneusement la bataille électorale. Ce qui n'est pas le cas à gauche.

Implosion à gauche : la fin des socialistes

L'alliance avec le PLD a été pour les socialistes le « baiser de la mort ». De ce qui fut le deuxième parti du Japon pen-

dant tout l'après-guerre, il ne restera que quinze survivants après les élections de 1996...

Depuis les années 1960, les socialistes ne contestaient plus l'ordre social. Leur force reposait sur la centrale syndicale Sôhyô, qui leur servait de machine électorale et les finançait. Ils mobilisaient le vote flottant autour d'enjeux symboliques forts : défense de la Constitution pacifiste, rejet du traité de sécurité avec les États-Unis, refus des symboles nationaux hérités du « passé militariste » (le drapeau *Hinomaru* et l'hymne *Kimigayo*). Enfin, ils obtenaient épisodiquement un soutien plus ou moins actif des mouvements de contestation associatifs (écologistes, défense des consommateurs, etc.). C'est à eux que le PSDJ avait dû son sursaut de 1989-1990, où il avait remporté les sénatoriales et fortement progressé aux législatives, en faisant campagne contre la taxe à la consommation nouvellement instaurée et le nucléaire civil.

Mais ces trois piliers se sont effondrés. Sôhyô regroupait surtout les employés de l'État. Les privatisations des années 1980 ont été pour elle une dure défaite. Minée, elle a dû fusionner en 1989 avec ses rivales modérées au sein d'une nouvelle centrale, Rengô. Les socialistes ont suivi cette droitisation de leur machine syndicale. Dès 1991, ils ont accepté les forces armées, le traité de sécurité et le *Hinomaru*. En 1993, ils admettent la possibilité d'une « évolution créative » (*soken*) de la Constitution. Quand la perspective du pouvoir se précise, ils acceptent en hâte le *Kimigayo*, le nucléaire civil et la taxe à la consomma-

tion. Mais cette braderie idéologique fait perdre tout repère à l'électorat de gauche, aliène la base du parti et ruine son crédit auprès des mouvements associatifs.

L'état-major du PSDJ, repaire de gérontes syndicaux acoquinés avec le PLD, est incapable de proposer une politique de rechange. Il passe deux ans en palabres sur la nécessité de « refonder » le parti, mais les clans se neutralisent mutuellement. Le taux de soutien au PSDJ dans l'opinion s'effondre de 17 % en juin 1995 à 3 % à la veille des élections, dont la perspective panique ses députés – qui peuvent méditer l'exemple tragique de leurs collègues sénateurs, décimés en juillet 1995 (41 sortants, 16 réélus).

Le Parti pionnier connaît le même sort. La petite formation centre-gauche a été renforcée par la minorité du NPJ qui refusait de rallier Ozawa. Les vingt « pionniers » espèrent être le pôle de rassemblement d'une force alternative. Mais eux aussi ont perdu leur âme et leur crédibilité dans l'alliance avec le PLD. Et ils sont minés par la rivalité entre le fondateur du parti, Masayoshi Takemura, et son secrétaire général, Yukio Hatoyama, richissime héritier d'un grand nom politique.

Naissance de la troisième force : le Parti démocrate (septembre 1996)

Hatoyama va être un des deux hommes clés de la recomposition au centre-gauche. L'autre est Naoto Kan. Ancien de 68, député de Tokyo depuis 1980 sous l'étiquette d'un groupuscule socialisant, il vient de la gauche associative³.

3. Voir J.-M. Bouissou et N. Kan, « Point de vue d'un mutant », *ibid.*, p. 67-72.

Passé au PP, ministre de la Santé de Murayama, il s'est gagné une formidable popularité en obligeant ses fonctionnaires à lui remettre les dossiers « égarés » de l'affaire du sang contaminé, que les victimes demandaient en vain depuis des années. Il a dévoilé les responsabilités de l'administration et des grands groupes pharmaceutiques. Lui seul peut encore mobiliser le Japon « contestataire et associatif », qui est le meilleur espoir électoral du centre-gauche.

Hatoyama est né avec une cuillère d'argent conservatrice dans la bouche. Kan vient de la petite classe moyenne et de la gauche alternative. Mais ils sont de la même génération : le premier est né en 1947, le second en 1946. Ils disposent tous les deux de ressources politiques propres (une formidable fortune familiale pour Hatoyama et un ancrage électoral indépendant pour Kan) qui leur permettent de « jouer solo ». Ils partagent la même aversion pour la société « verticale » (*tatte shakai*) et « corsetée » (*kanri shakai*) que dirigent les gérantes du PLD, les appareils syndicaux et les grands ministères de l'« État néocorporatiste ». Aversion qu'exprime le texte fondateur du Minshutô (Parti démocrate : PD), que les deux hommes lancent le 20 septembre 1996 :

« Notre système centré sur l'État, centralisé et vertical, a épuisé son rôle historique. Il faut bâtir une société centrée sur les citoyens, *multipolaire, horizontale et coopérative*. Ce sera le grand changement de la structure sociale au siècle prochain.

« [...] Le capitalisme et le socialisme traitent les hommes comme une masse sans visage. Le capitalisme égalitariste bureaucratique japonais fait la même

chose. Mais chacun de nous est un être irremplaçable et unique, qui a le droit de décider lui-même de son sort [...] [Ce faisant], il faut *chercher la symbiose avec les autres* en respectant leur autonomie et leur différence. Autonomie et symbiose valent pour les relations au sein de notre société, mais aussi pour les relations entre le Japon et le monde, et entre l'homme et la nature.

« [...] Nous développerons *une structure politique en réseaux* horizontaux. Si quelqu'un découvre un problème, il contactera ceux qui partagent ses préoccupations, et des « carrefours » se créeront. Le problème résolu, le réseau reprendra sa forme initiale. Cela ressemblera au système immunologique de l'organisme humain [...]. Pour gérer ce type de structure, nous utiliserons massivement les communications informatiques. Nous serons *la première génération de cyber-citoyens globaux*. »

Hatoyama et Kan ont prudemment évité de s'user dans les multiples tentatives avortées de regroupement en 1995. Ils ne sortent du bois qu'une semaine avant la dissolution de la Chambre, quand les députés du PSDJ et du PP sont prêts à saisir n'importe quelle planche de salut. Les deux partis sont à l'agonie, leurs cotes quasi nulles, leurs caisses vides, et Rengô refuse de soutenir leur cause perdue... Hatoyama amène une fortune colossale et des réseaux dans tout l'*establishment* ; Kan, un capital de popularité inégalé. Ils peuvent dicter leurs conditions. Ils exigent l'élimination de toute la vieille garde du PSDJ et du PP, y compris Murayama et Takemura, auxquels ils refusent l'entrée. Abandonnant leurs aînés, 31 des 61 députés sor-

tants socialistes et 13 des 22 « pionniers » adhèrent en hâte au PD.

LES ÉLECTIONS DU 20 OCTOBRE 1996

L'électorat entre cynisme, désertion et révolte

L'opinion assiste à ces jeux avec une exaspération que nourrissent la récession économique et les scandales qui remon- tent à la surface, comme dans toute période de décomposition politique. Elle vit d'autant plus mal la crise du *leadership* que 1995 voit se succéder le séisme de Kobé (janvier), l'attentat au sarin perpé- tré par la secte Aum dans le métro de Tokyo (mars), l'envolée du yen qui accable les exportateurs (avril) et les premières faillites bancaires de l'après- guerre... Le cynisme politique atteint des sommets : en mars 1996, seulement 1 % (!) des citoyens déclarent « faire confiance » aux hommes politiques, et 16 % leur faire « plus ou moins confiance ». Le pourcentage des « sans- parti » dans l'électorat passe de 29 % en 1990 à 60 % en 1996. Même parmi ceux qui déclarent encore soutenir un parti, 80 % ne sont plus que des « partisans mous », dont le vote est incertain⁴.

Cet effondrement de l'identification partisane se traduit par une abstention sans précédent aux sénatoriales de juillet 1995 (55,5 %). Depuis la guerre, c'est la première fois que plus de la moitié du corps électoral s'abstient dans une élec- tion nationale. Ce phénomène profite relativement au NPP, qui emporte 34 % des voix et 49 sièges (+ 21) contre 22,5 % au PLD (qui gagne cependant 16 sièges aux dépens de ses alliés socialistes). Les

analystes expliquent ce succès relatif du parti d'Ozawa par la discipline des élec- teurs de l'ex-Kômeitô, dont la majorité appartient à l'Église bouddhiste Sokagakkai, qui veille à les faire voter.

Le vote protestataire s'affirme spec- taculairement aux élections locales du printemps 1995. Pour conserver les très importants sièges de gouverneur de Tokyo et d'Osaka, tous les partis (sauf le PCJ) s'unissent pour présenter deux anciens très hauts fonctionnaires. Mais leurs candidats sont écrasés par deux indépendants, deux comédiens qui font ostensiblement campagne « en amateurs » : à Tokyo, Yukio Aoshima n'organise aucun meeting ; à Osaka, « Knock » Yokoyama colle ses affiches à vélo... Tous deux jouent sur le thème du fils du peuple local qui rendra le pou- voir aux citoyens. A Tokyo, le « candi- dat officiel » de l'*establishment* politico- bureaucratique n'obtient que 14,6 % des voix. Jusque dans les bourgs ruraux, de nouveaux venus évincent les caciques locaux. Les électeurs se tournent aussi vers le Parti communiste, qui manque d'un cheveu la mairie de Kyoto, seul contre tous les autres partis. Près d'un tiers des électeurs du PLD auraient voté pour lui à cette occasion...

Dans ce contexte, les législatives appa- raissent très incertaines. Le Parti démoc- rate, en particulier, espère bien « surfer » sur la vague d'hostilité aux formations établies, comme le NPJ en 1993.

Désarroi et brouillage des enjeux

Le scrutin est d'abord marqué par la confusion. Le nouveau système électo- ral est complexe. Toutes les circonscrip-

4. Voir J.-M. Bouissou, « Les évolutions du choix électoral au Japon », *Revue internationale de politique comparée*, 3 (3), décembre 1996, p. 607-627.

tions ont été redécoupées. Deux des trois principaux partis en lice n'existaient pas lors des précédentes législatives. Pendant la législature, plus de 40 % des députés ont changé au moins une fois d'étiquette. Les organisations qui soutenaient traditionnellement les candidats conservateurs (coopératives agricoles, chambres de commerce, associations des médecins ou des PME) sont divisées entre le PLD et le NPP ; du côté syndical, Rengô soutient le PD, mais aussi des candidats du PSDJ, du NPP, voire quelques PLD. Les *kôenkai*, ces machines électorales personnelles, vitales pour tous les députés⁵, ont souvent été tronçonnées par le redécoupage. Les électeurs désorientés inondent d'appels les standards des journaux et des universités en demandant des explications sur le mode de scrutin, voire pour qui voter...

Ce désarroi est accru par la difficulté à différencier clairement les positions des partis. Non que les enjeux fassent défaut ! Au milieu des réformes où le Japon est engagé, il ne manque pas de quoi nourrir une campagne :

1) *Le déficit budgétaire qui dépasse 7 % du PIB*. Pour y remédier, les trois partis du gouvernement ont prévu de relever la très impopulaire taxe à la consommation de 3 % à 5 %.

2) *La déréglementation économique et les réformes destinées à restreindre le pouvoir de l'administration* et à démanteler l'« État néocorporatiste ». Leur poursuite touchera les intérêts de nom-

breuses catégories sociales, à commencer par la paysannerie et le petit commerce.

3) *La révision en baisse de la protection sociale* (recul de l'âge de la retraite, hausse des cotisations). Ses zéloteurs affirment qu'elle est indispensable pour faire face au vieillissement massif de la population et font du « bien-être des personnes âgées » un thème obsessionnel de la campagne.

4) *Le solde des années de spéculation*, qui ont laissé les banques accablées de mauvaises créances. Les milieux d'affaires souhaitent une aide publique. Le PLD a fait inscrire au budget 1995-1996 des crédits pour les organismes de crédit immobilier (*jusen*), mais l'opinion y est très hostile ; Aoshima a utilisé ce thème comme argument majeur pour sa victoire à Tokyo.

5) *L'approfondissement de la démocratie* est mis à l'ordre du jour par les « mouvements de citoyens », qui retrouvent une vitalité un peu perdue dans la décennie 1980. Les victimes du sang contaminé ont fait plier le ministère de la Santé. Des groupes de contribuables multiplient les procès pour avoir accès aux dossiers administratifs. A l'été 1996, deux référendums locaux⁶ manifestent spectaculairement cette volonté de la société civile et des communautés locales de reconquérir une démocratie confisquée par l'appareil politico-administratif.

6) *Les enjeux de la réforme constitutionnelle et du traité de sécurité* sont toujours présents. En 1995, le viol d'une fillette par trois GI's a provoqué une

5. Voir J.-M. Bouissou, « La convivialité comme antidote au conflit. Une étude des "associations de soutien" des politiciens japonais », in J.-M. Bouissou, dir., *L'Envers du consensus*, Presses de Sciences-Po, 1997.

6. En août, la petite ville de Maki rejette l'implantation d'une centrale nucléaire. En septembre, les habitants de l'île d'Okinawa se prononcent à 89 % contre le maintien des bases militaires américaines.

flambée de l'opinion, qui culmine avec le référendum contre les bases américaines organisé par le gouverneur d'Okinawa six semaines avant les législatives. Et la remise en cause de la clause pacifiste de la Constitution se profile derrière la candidature de Tokyo à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, qui impliquerait d'envoyer des soldats japonais loin de l'archipel, sous le casque bleu.

182 Ces enjeux fondamentaux devraient diviser l'électorat. Au moins sur certains d'entre eux, les partis en lice ont des positions très tranchées. Le NPP s'est violemment opposé à l'aide publique aux *jusen*, et Ozawa axe toute sa campagne contre l'augmentation de la taxe à la consommation, comme le PCJ. Le PSDJ et le PCJ ne veulent pas du siège permanent au Conseil de sécurité, le PLD, le PP et le PD y mettent des conditions, alors que le NPP y est favorable sans ambiguïté.

Mais le scepticisme radical de l'opinion frappe d'inanité tout discours sur les enjeux. Sur le plus sensible (la taxe à la consommation), personne ne croit Ozawa, qui voulait la porter à 10 % quand le PR détenait les Finances dans le cabinet Hosokawa. Ce scepticisme laisse toute latitude aux candidats pour jouer leur élection comme avant la réforme, sur les « trois *ban* » : la clientèle personnelle (*jiban*), le prestige local (*kanban*) et l'argent (*kaban*). Ozawa, qui a été secrétaire général du PLD, sait bien que ses *kôenkai* sont imbattables à ce jeu. Pour changer la donne, il essaie de transformer le scrutin en référendum sur sa personne. Il figure seul sur les publicités de la campagne du NPP, avec des slogans provocateurs. Cette stratégie révolutionne le marketing politique

japonais, mais elle contribue à brouiller encore davantage le débat sur les enjeux.

En outre, derrière une unité de façade, chaque parti est très divisé. Le tiers des candidats PLD veulent une révision constitutionnelle, mais un tiers s'y opposent et un tiers ne se prononcent pas ; au NPP, 37 % sont pour, 37 % ne répondent pas, et 21 % s'y opposent. Pour le siège au Conseil de sécurité, 46 % des candidats PLD sont pour, mais 56 % esquivent la question ; au NPP, moins de 60 % soutiennent la position inconditionnelle d'Ozawa. Les enjeux se télescopent : l'électorat est contre l'augmentation de la taxe à la consommation, mais pour le « bien-être des personnes âgées ». Nombre d'intérêts sont menacés par la déréglementation économique, mais l'opinion adhère massivement aux attaques contre la bureaucratie, derrière lesquelles l'ultralibéralisme s'avance masqué... Et le PD, qui avance des propositions novatrices, notamment pour approfondir la démocratie (introduction de la procédure de référendum national, loi garantissant aux citoyens l'accès aux informations détenues par l'administration), est pris de trop court pour les populariser.

Dans ces conditions, chaque candidat adopte un profil idéologique bas. Les *kôenkai* tournent à plein régime, et l'argent coule. La réforme de 1994 devait moraliser les élections, mais deux tiers des candidats estiment qu'elles leur coûtent plus cher avec le nouveau mode de scrutin. Ce contexte favorise les sortants, d'autant plus que les partis veillent d'abord sur leurs intérêts.

« *Sauvez les sortants !* »

Face au nouveau mode de scrutin, les partis s'adaptent plus ou moins bien. Seul

le PLD aligne un candidat dans toutes les circonscriptions locales. Par principe, le PCJ est aussi présent partout. Mais le NPP est absent dans 75 circonscriptions, et le PD dans plus de la moitié (157).

Le PLD utilise systématiquement la proportionnelle pour repêcher ses candidats qui échoueraient au niveau local. Sur ses listes régionales, il ne présente pas moins de 328 candidats (pour 200 sièges !), dont plus de 80 % « doublent » localement. Il n'est pas obligatoire d'établir un ordre de préférence : sur sa liste pour le Kinki, le PLD classe 42 candidats sur 44 en numéro un. Dans ce cas, la loi stipule que seront élus ceux qui, battus dans leur circonscription locale, y auront obtenu le meilleur pourcentage de voix par rapport à leur vainqueur. Cette disposition oblige les candidats « doubles » à rivaliser entre eux et à faire le maximum d'efforts pendant la campagne. Mais l'usage généralisé des « doubles candidatures » permet au PLD de faire réélire 175 de ses 198 candidats sortants. Ce taux (88,4 %) se compare favorablement à ceux des élections de l'ancien système : 84,7 % de sortants PLD réélus en 1990, 84,4 % en 1993.

A l'inverse, le NPP n'admet pas la « double candidature » (sauf dans sept cas) et classe tous ses candidats à la proportionnelle par ordre de préférence. Comme ses sortants sont issus de cinq partis (PR, Kôméitô, PDS, NPJ, PLD), pour que la campagne ne réveille pas leurs rivalités en les mettant en concurrence, Ozawa a tout arbitré par avance, quitte à voir désertier quelques mécontents.

Le NPP utilise la proportionnelle pour faire réélire ses sortants les plus fragiles : il y présente 45 d'entre eux (sur 158). Cette opération de sauvetage est

destinée par priorité aux députés de l'ex-Kôméitô, parce que leurs liens avec la Sokagakkai, dont la majorité des Japonais se défient, les empêchent de « ratisser » assez large pour vaincre au niveau local. 29 trouvent refuge sur les listes régionales, et 27 sauvent leur siège, alors que 13 de leurs 23 collègues qui se risquent dans une circonscription locale sont battus. La proportionnelle permet aussi à Ozawa de placer ses fidèles, alors que les sortants dont il se méfie sont contraints de batailler localement le dos au mur. Il n'est donc pas étonnant que les sortants du NPP réussissent moins bien que ceux du PLD : seulement 111 sur 158 retrouvent leurs sièges (70 %).

183

Le Parti démocrate a donné un maximum de chances à tous ses sortants : 46 sur 49 « doublent », et les trois autres sont placés en position sûre à la proportionnelle. Ayant dû procéder en toute hâte à l'élaboration des listes, ses deux chefs ont souvent choisi de ne pas arbitrer entre les candidats : dans quatre régions, ils portent tous le numéro un. Cela n'a pas toujours suffi à compenser le handicap des sortants, qui viennent de formations très discréditées : 33 seulement sont réélus (67 %).

Pour le reste, le PSDJ (15 rescapés) et le PP (2) subissent le désastre annoncé. Le vote protestataire donne au PCJ son meilleur résultat de tout l'après-guerre ; malgré le recul de la participation, il progresse de 2 300 000 voix par rapport à 1993, et passe de 7,7 % à environ 13 % des suffrages. Mais comme il lui est presque impossible de gagner dans les circonscriptions locales, où il n'a que deux élus, il n'enlève que 5 % des sièges.

Au total, la nouvelle Chambre compte 344 sortants, 36 anciens députés et

Tableau 2. Les élections législatives du 20 octobre 1996

	Circonscriptions locales*			Proportionnelle			Total sièges**
	Voix	%	Sièges	Voix	%	Sièges	
PLD	21 831 915	38,6	169	18 159 191	32,8	70	239 (+28)
NPP	15 810 353	28,0	96	15 525 373	28,0	60	156 (-4)
PD	5 998 187	10,6	17	8 932 036	16,1	35	52 (-)
PCJ	7 095 756	12,5	2	7 246 845	13,1	24	26 (+11)
PSDJ	1 240 428	2,2	4	3 530 310	6,4	11	15 (-15)
PP	727 644	1,3	2	519 337	1,1	-	2 (-7)
Mini-partis	1 303 465	2,3	-	1 419 797	2,5	-	- (-)
184 Indépendants	2 508 196	4,5	10	-	-	-	10 (-)
Total	56 515 944	100	300	55 332 889	100	200	500

Abstentions, nuls, blancs. Circonscriptions locales : 40,35 % (41 164 775)

Proportionnelle : 40,38 % (42 287 830)

* Seuls le PLD et le PCJ sont présents dans la quasi-totalité des 300 circonscriptions. Le NPP n'a que 235 candidats, le PD 143, le PSDJ 43 et le PP seulement 13. Les résultats sont donc très difficilement comparables.

** La balance des sièges est calculée par rapport au nombre des sortants.

113 nouveaux venus. Ces derniers sont moins nombreux qu'aux élections précédentes : 133 en 1990 et 134 en 1993⁷. Parmi eux, le pourcentage des fils ou gendres de députés qui héritent de leur siège reste très élevé. L'une des raisons de la création du NPJ en 1992 avait pourtant été le mécontentement des élus locaux du PLD que la multiplication de ces sièges « quasi héréditaires » empêchait d'accéder à la députation. La proportionnelle devait favoriser le renouvellement du personnel politique. Mais les partis n'ont guère présenté de candidats au profil non conforme, sauf quelques exceptions très médiatisées pour attirer le vote flottant : le NPP fait élire une animatrice de télévision et un

lutteur de sumô ; le PD met en tête de liste pour le Tokai le leader des hémophiles contaminés par le virus du SIDA, Kasai Satoru. Mais ces figures symboliques ne sont qu'une poignée.

De plus, alors que l'introduction de la proportionnelle pour l'élection d'une partie de la Chambre haute (1983) avait provoqué une floraison de mini-partis contestataires, qui avaient eu des élus à chacune des sénatoriales suivantes, aucun ne parvient à se glisser à la Chambre. Les listes « hors système » ne recueillent que 2,8 % des voix, contre plus de 10 % aux sénatoriales. Ni la Ligue libérale, à droite, ni le Nouveau Parti socialiste, à gauche, ne surmontent le scepticisme de l'électorat.

7. La Chambre élue en 1996 compte 11 sièges de moins.

Déclin ou renaissance de la démocratie japonaise ?

L'abstention a été le grand vainqueur du scrutin (tableau 2). A 40,3 %, elle a progressé de presque 14 points en deux scrutins, et atteint son record de l'après-guerre. Elle dépasse 45 % dans la banlieue de Tokyo et à Osaka. Elle constitue un grave échec pour le PD, qui comptait beaucoup sur la mobilisation des électeurs flottants du tertiaire urbain. Leur désertion a encore permis aux *kôenkai* et aux groupes de pression organisés de peser d'une manière décisive dans de nombreuses circonscriptions. Elle remet en cause la modernisation de la représentation politique amorcée en 1993, où une majorité formée de députés du Japon urbain s'était constituée (pour soutenir le cabinet Hosokawa) pour la première fois dans l'histoire politique de l'archipel.

Le PLD forme un cabinet monocolore alors qu'il n'a obtenu les voix que de 20 % du corps électoral. La légitimité de Hashimoto est d'autant plus fragile qu'il a manqué son pari de retrouver une majorité absolue et s'appuie sur les deux partis que le scrutin a laminés. De plus, après les élections, il s'est attaché par priorité à consolider l'unité du PLD. Son cabinet reflète scrupuleusement le rapport des forces entre les clans et inclut tous les hommes forts. Mais le risque est que ce souci des équilibres internes du parti ne paralyse le gouvernement, comme au début des années 1990. Alors que le Japon est à mi-chemin des réformes douloureuses que la mondialisation et son vieillissement lui imposent, la capacité d'action du gouvernement est limitée, d'autant plus que le PLD ne contrôle pas le Sénat.

Le NPP commence à se déliter dès le lendemain du scrutin. Après avoir vainement sommé Ozawa d'« assumer la responsabilité » de l'échec, ses rivaux commencent à désertir. Cinq de ses députés créent le Groupe 21, et douze autres le Parti du Soleil, mené par l'ancien Premier ministre Hata. Le parti est pris dans des scandales. Son avenir dépend pour beaucoup des élus komeitistes, qui ne prennent leurs ordres qu'à la Soka-gakkai. Quant au PD, il est divisé sur la stratégie à adopter. Kan prône un soutien critique au cabinet, où les démocrates échangeraient au cas par cas leurs votes contre l'adoption par le PLD de certaines des réformes qu'ils préconisent. Mais Hatoyama craint qu'ils n'y perdent leur âme, comme le PSDJ et le PP.

185

Cette situation conforte Hashimoto. Il pourra pêcher les voix qui lui manquent chez les déserteurs du NPP, y favoriser de nouvelles scissions, ou marchander avec le PD. Il n'en reste pas moins qu'il sera difficile de gouverner avec une si faible légitimité un pays confronté à la nécessité de réformes si profondes. D'autant plus que les citoyens, écœurés des partis, se mêlent d'approfondir la démocratie à leur manière. Les communautés locales secouent la tutelle de Tokyo. Une contestation multiforme déstabilise aussi bien l'administration, sommée de dévoiler le détail de ses frais de représentation, que les compagnies d'électricité, qui doivent renoncer à leurs nouvelles centrales nucléaires... Pour faire entrer sans crise majeure le Japon dans le XXI^e siècle, il faudra que le PLD fasse à nouveau preuve de cette capacité à épouser son temps qui lui a permis de gérer les formidables changements que l'archipel a connus depuis la guerre.